



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/942
2 juillet 1997

ORIGINAL : FRANÇAIS

Cinquante et unième session
Point 110 c) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : SITUATIONS RELATIVES
AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS
SPÉCIAUX

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés
fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en
particulier dans les pays et territoires coloniaux et
dépendants

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de la mission conjointe chargée d'enquêter sur les allégations de massacres et autres atteintes aux droits de l'homme ayant lieu dans l'est du Zaïre (actuellement République démocratique du Congo) depuis septembre 1996, en application du paragraphe 6 de la résolution 1997/58 de la Commission des droits de l'homme.

Rapport de la mission conjointe chargée d'enquêter
sur les allégations de massacres et autres atteintes
aux droits de l'homme ayant lieu dans l'est du Zaïre
(actuellement République démocratique du Congo) depuis
septembre 1996

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 13	4
A. Origines de la mission conjointe	1 - 2	4
B. Contacts entre le Haut Commissaire et l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre	3 - 7	4
C. Mandat et méthodologie de la mission conjointe . .	8 - 13	5
II. LE DÉROULEMENT DE LA MISSION	14 - 24	6
A. Les contacts de la délégation des interlocuteurs .	15 - 17	7
B. Le rôle de l'équipe chargée de la sécurité	18 - 22	7
C. Les activités de la mission conjointe à Kigali . .	23 - 24	8
III. LES OBJECTIONS DE L'ALLIANCE ET LA POSITION DE LA MISSION CONJOINTE	25 - 37	9
A. Les objections de l'Alliance	25 - 30	9
B. Position de la mission conjointe	31 - 37	10
IV. ATTAQUES CONTRE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS	38 - 56	12
V. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MASSACRES ET AUTRES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME	57 - 76	15
A. Allégations de violations des droits de l'homme attribuées à l'AFDL	58 - 61	16
B. Allégations de violations des droits de l'homme attribuées aux FAZ	62 - 65	17
C. Allégations de violations des droits de l'homme attribuées aux ex-FAR et aux milices Interahamwe .	66 - 67	17
D. Allégations de violations des droits de l'homme attribuées aux autres parties au conflit	68 - 76	18

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
VI. DISPOSITIONS DE DROIT INTERNATIONAL APPLICABLES . .	77 - 88	19
VII. PROCHAINES ACTIVITÉS DE LA MISSION CONJOINTE	89 - 93	21
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	94 - 105	22
A. Conclusions	94 - 101	22
B. Recommandations	102 - 105	25

I. INTRODUCTION

A. Origines de la mission conjointe¹

1. Dans sa résolution 1997/58 du 15 avril 1997, la Commission des droits de l'homme a prié le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre², le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires et un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires d'enquêter ensemble sur les allégations de massacres et autres questions touchant les droits de l'homme qui découlaient de la situation régnant dans l'est du Zaïre depuis septembre 1996 et de faire rapport à l'Assemblée générale d'ici au 30 juin 1997 et à la Commission à sa cinquante-quatrième session.

2. Cette résolution fait suite à la recommandation du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre lors d'une mission préliminaire dont l'envoi a été recommandé par le Haut Commissaire aux droits de l'homme³. Dans son rapport présenté à la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre a recommandé que, dans le cadre de la procédure établie dans la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social, la Commission décide d'enquêter sur les violations massives du droit à la vie commises à l'est du Zaïre contre les réfugiés et la population locale, par l'intermédiaire d'une commission constituée des organes compétents chargés d'appliquer les procédures spéciales publiques de la Commission des droits de l'homme, à laquelle serait accordé tout l'appui technique et financier requis, y compris la participation de médecins légistes, d'anthropologues, d'experts en balistique et des autres personnes dont la présence pourrait se révéler nécessaire.

B. Contacts entre le Haut Commissaire et l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre

3. Le 22 avril, le responsable du bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme a été informé par le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques que le Représentant spécial des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine pour la région des Grands Lacs avait reçu du Président de l'AFDL, Laurent Désiré Kabila, en Afrique du Sud, la promesse qu'il faciliterait le travail de la mission conjointe.

4. Le 25 avril, le responsable du bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme, M. Ralph Zacklin, a écrit au Président de l'Alliance, au nom de la mission conjointe, pour l'informer que celle-ci se rendrait à Goma, depuis Kigali, le 4 mai et lui a demandé son concours pour que la mission, qui sera précédée d'une équipe de fonctionnaires du Centre et de responsables de la sécurité, puisse s'acquitter de sa tâche.

5. Le 30 avril, le Conseil de sécurité, réaffirmant une déclaration faite par son président le 24 avril, a engagé l'AFDL et les autres parties intéressées à coopérer pleinement avec la mission conjointe et à lui faciliter l'accès aux zones et sites visés par l'enquête, en veillant à la sécurité de tous les membres de la mission.

6. Le 28 avril, le "Commissaire général à la justice" de l'Alliance, Mwenze Kongolo, a fait savoir au responsable du bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme qu'il acceptait en principe l'enquête en question, tout en se déclarant déçu que l'Alliance n'ait pas été associée à cet effort et en refusant la participation du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, Roberto Garretón, qui avait bénéficié de son soutien lors de sa visite préliminaire et avait rédigé à son encontre un rapport superficiel, qu'il ne jugeait pas impartial. Il proposait par ailleurs de reporter la visite de la mission pour que l'enquête ait lieu avec la participation d'enquêteurs du Département de la justice de l'AFDL. Tant que cette condition ne serait pas remplie, l'AFDL ne serait pas prête à accueillir la mission dans les territoires libérés.

7. Cette lettre ainsi qu'un entretien téléphonique entre le responsable du bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme et le Commissaire Kongolo, ont été considérés sinon comme le feu vert pour une visite ou au moins comme un "feu orange". Les 1er et 2 mai, le premier a informé le second des ultimes préparatifs en vue de la visite et de l'envoi d'interlocuteurs chargés d'en régler les détails, en précisant que la mission se rendrait le 3 mai à Kigali. L'Alliance a accepté de recevoir les émissaires de la mission à Lubumbashi le 4 mai 1997.

C. Mandat et méthodologie de la mission conjointe

8. Avant de partir, la mission conjointe a tenu à Genève deux journées de consultations pour analyser son propre mandat et les modalités selon lesquelles elle s'acquitterait de sa tâche. Pendant ces deux journées, les membres de la mission ont rencontré le responsable du bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme et des représentants du Haut Commissaire pour les réfugiés, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Département des affaires humanitaires et de diverses organisations non gouvernementales travaillant dans la région. Ils ont aussi rencontré le Chargé d'affaires du Zaïre auprès des organisations internationales ayant leur siège à Genève, ainsi que M. E. Angulu, avec qui la mission conjointe s'est mise en rapport parce que celui-ci se présentait habituellement comme le porte-parole de l'AFDL en Europe. Il est à noter toutefois que les autorités de l'Alliance ont déclaré aux interlocuteurs de la mission conjointe, à Lubumbashi, ne pas connaître cette personne.

Mandat

9. Les membres de la mission conjointe ont analysé le mandat que la Commission des droits de l'homme avait assigné à celle-ci aux termes de sa résolution 1997/58 dans un document à usage interne intitulé "Mandat", selon lequel il était entendu que ce mandat visait :

a) Ratione materiae, les allégations de violations graves et massives des droits de l'homme, tout spécialement du droit à la vie, et les violations du droit international humanitaire, en particulier de l'article 3 commun des Conventions de Genève;

b) Ratione loci, l'est du Zaïre et toute autre partie du territoire de ce pays en proie au conflit entre les troupes gouvernementales et les combattants

/...

de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, ainsi que tout autre lieu ou pays que la mission déciderait de visiter;

c) Ratione temporis, la période comprise entre le 1er septembre 1996 et la fin de la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme;

d) Ratione personae, les faits et gestes de toute personne impliquée dans le conflit sur le territoire en question, qu'il s'agisse notamment des militaires des forces armées zaïroises, de combattants de l'Alliance, de mercenaires ou de troupes étrangères participant aux hostilités.

Méthodologie

10. Il convient d'émettre une mise en garde quant au caractère préliminaire du présent rapport. Il était entendu entre les membres de la mission conjointe que celle-ci devrait se préoccuper spécialement de vérifier si les actes perpétrés revêtaient un caractère systématique et planifié et enquêter pour déterminer si certains d'entre eux constituaient des actes de génocide au regard de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948.

11. Il était entendu également que le mandat de la mission conjointe comprenait la collecte d'informations tendant à établir les responsabilités des auteurs présumés des faits sur lesquels porterait l'enquête.

12. Tant que la visite sur le terrain n'aura pas été menée conformément aux dispositions de la résolution 1997/58 de la Commission des droits de l'homme, il sera difficile de tenir pour définitives les affirmations qui sont formulées, même si les informations analysées peuvent concorder. Il est néanmoins possible de présenter la situation telle qu'elle apparaît sur le terrain, de procéder à un début d'analyse juridique et de formuler des conclusions et des recommandations préliminaires.

13. Le présent rapport est présenté en application de la résolution 1997/58 intitulée "Situation des droits de l'homme au Zaïre". Divisé en huit sections, il expose dans une première partie introductive les origines et le mandat de la mission conjointe. La section II rend compte du déroulement de la mission et de ses activités sur le terrain. Une présentation des objections de l'Alliance et de la position de la mission conjointe fera l'objet de la section III. La mission examine, dans la section IV, les attaques contre les camps de réfugiés ainsi que la situation des personnes déplacées dans leur propre pays. La section V est réservée aux allégations de massacres et autres violations des droits de l'homme. Dans la section VI, la mission conjointe analyse la situation dans l'est du Zaïre au regard des dispositions de droit international et plus particulièrement celles relatives aux crimes contre l'humanité, au crime de génocide et au droit international humanitaire. Enfin, la section VII présente les prochaines activités de la mission et la section VIII les conclusions et recommandations de la mission conjointe.

II. LE DÉROULEMENT DE LA MISSION

14. La mission conjointe comprenait trois composantes :

/...

a) La délégation des interlocuteurs chargés d'obtenir l'accord de l'Alliance sur les modalités de la mission et d'assurer la sécurité;

b) Une équipe des Nations Unies chargée d'évaluer la sécurité dans la région et d'établir les conditions de cette sécurité;

c) Ses membres proprement dits, c'est-à-dire les experts indépendants membres de la mission conjointe et leurs assistants techniques.

A. Les contacts de la délégation des interlocuteurs

15. Le 28 avril, une équipe composée de deux fonctionnaires du Centre pour les droits de l'homme s'est rendue à Kigali d'où ils devaient se rendre ensuite à Goma, afin d'engager des pourparlers avec l'Alliance en vue de régler les détails de la visite de la mission. Les interlocuteurs ont attendu en vain jusqu'au 4 mai l'autorisation de l'Alliance pour se rendre à Goma.

16. Le 4 mai, ces deux fonctionnaires mandatés par la mission conjointe ont pu finalement arriver à Goma d'où ils ont gagné, le 5, Lubumbashi. Après s'être heurtés à de nombreux obstacles, ils ont pu contacter le Commissaire à la justice, Mwenze Kongolo, le Commissaire aux relations extérieures, Bizima Karaha, le Commissaire général à l'information et le chef de cabinet du Président de l'AFDL. Ils ont expliqué lors de deux réunions de plus de deux heures chacune en quoi consistait le mandat de la mission. Le Commissaire à la justice a finalement remis un document contenant les observations de l'Alliance sur le projet d'enquête dont l'analyse figure ci-après.

17. La délégation est retournée à Kigali, au terme de six jours d'efforts déployés en vain pour que l'Alliance accepte le mandat de la mission approuvé par consensus par la Commission des droits de l'homme, et ce en dépit des efforts également faits depuis Genève, New York et Kigali dans le même sens.

B. Le rôle de l'équipe chargée de la sécurité

18. La mission conjointe a dépêché dans la région un expert chargé de la sécurité. Son rapport d'évaluation montre que de nombreux soldats de l'Alliance, tous très jeunes, réagissent de manière très négative à la perspective d'une enquête sur leurs actions. En particulier, le nom d'un des membres de la mission conjointe désignée par la Commission des droits de l'homme est apparu lors de tous les contacts. Il est frappant que tous les jeunes militaires paraissaient être parfaitement au courant du mandat de la mission conjointe et de ses objectifs, en dépit de l'isolement relatif de l'est du Zaïre. Il semblait qu'ils aient reçu des instructions expresses à cet égard.

19. Il est dit par ailleurs dans le rapport que les déplacements hors de Goma étaient particulièrement compliqués pour des raisons de sécurité.

20. Le rapport fait état des trois incidents significatifs suivants :

a) Le premier a eu lieu à un barrage militaire, près de Sake, lorsqu'un agent de sécurité de l'ONU a tenté d'aller à Masisi. À deux kilomètres environ du barrage, il a croisé une patrouille de l'AFDL dirigée par un militaire d'une

/...

quinzaine d'années. Pendant que le fonctionnaire de l'ONU discutait avec lui, un autre militaire, âgé de 14 ans environ, a tiré cinq coups de feu dans sa direction à moins de 10 mètres, sans que le chef de la patrouille ne réagisse. Le tireur a déclaré qu'il s'agissait d'un accident. Le chef, toutefois, a fait remarquer que l'Alliance n'avait pas besoin que "des étrangers de l'ONU viennent s'assurer que les militaires ne faisaient de tort à personne";

b) Le deuxième incident a consisté en une parade militaire accompagnée de chants militaires, au moment précis où l'agent de sécurité de l'ONU finissait de faire des réservations à la réception d'un hôtel pour les membres de la mission conjointe en perspective de l'autorisation de la visite;

c) Le troisième incident a été le suivant : l'agent de sécurité de l'ONU a été apostrophé alors qu'il quittait la ville de Goma. Des soldats lui ont demandé s'il faisait partie de la mission conjointe. Il leur a répondu par l'affirmative. Ils lui ont dit qu'ils avaient entendu parler de cette mission sur la British Broadcasting Corporation et qu'ils savaient par leurs supérieurs qu'elle irait au Sud-Kivu. À ce moment-là, un des soldats a tiré un coup de feu au-dessus de sa tête, lui précisant que c'était un avertissement à l'intention d'un membre précis de la mission conjointe qui ne devait plus revenir dans la région.

21. Le rapport conclut que, selon tous les renseignements et tous les témoignages recueillis, il règne sur place, en permanence, un climat de tension extrême et d'insécurité.

22. Il convient de signaler que de nombreuses personnes ont pu prendre contact avec l'agent de sécurité de l'ONU pour lui relater les drames qu'elles ont vécus et les violations des droits de l'homme qu'elle ont subies.

C. Les activités de la mission conjointe à Kigali

23. Pendant qu'ils attendaient à Kigali l'autorisation de se rendre dans l'est du Zaïre, les membres de la mission conjointe ont étudié toute la documentation disponible et recueilli de nombreux témoignages spontanés. Ils ont tenu des réunions avec des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des membres du corps diplomatique accrédité à Kigali. Ils se sont entretenus en outre avec des journalistes arrivés de Kisangani, ainsi qu'avec d'autres qui avaient passé de nombreux mois dans la région, et ont pu recueillir les témoignages d'anciens réfugiés rwandais rapatriés. Ils ont pu voir des témoignages filmés et des photographies inédites, ce qui a contribué à forger l'opinion dont il est rendu compte dans le présent rapport. La mission conjointe a étudié au total 33 rapports d'organismes et témoignages de victimes et a également vu un grand nombre de photographies ainsi qu'une vidéo des sites de massacres et fosses communes. Un grand nombre de récits et de rapports écrits ont été confirmés oralement par leurs auteurs.

24. Les membres de la mission conjointe ont dû rentrer à Genève sans avoir pu se rendre dans la zone où ils devaient enquêter. Ils ont rendu ce fait public dans un communiqué de presse en date du 9 mai 1997. Bien que la mission n'ait pu atteindre ses objectifs premiers, sa présence à Kigali a permis, outre les informations recueillies, d'attirer l'attention de la communauté internationale

sur le fait qu'il importe d'inclure la question des droits de l'homme dans le processus de règlement du conflit et de transition politique au Zaïre.

III. LES OBJECTIONS DE L'ALLIANCE ET LA POSITION DE LA MISSION CONJOINTE

A. Les objections de l'Alliance

25. Les objections de l'Alliance concernent principalement le contenu du rapport de la mission préliminaire effectuée par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, la composition de la mission conjointe et plus particulièrement la participation de M. Roberto Garretón, ainsi que le mandat de la mission conjointe.

Rapport de la mission préliminaire et composition de la mission conjointe

26. L'Alliance, dans le document que son commissaire à la justice a remis aux interlocuteurs mandatés par la mission conjointe, se plaint de n'avoir eu connaissance que le 5 mai du rapport de la mission préliminaire⁴ que lui a communiqué l'un des interlocuteurs. Elle se plaint également de ne pas avoir été invitée par la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

27. En ce qui concerne la composition de la mission conjointe, l'Alliance formule de "sérieuses réserves" sur la participation du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, M. Roberto Garretón, pour les raisons suivantes :

a) Son rapport s'appuie sur les déclarations de Kamanda wa Kamanda (Ministre des relations extérieures du Zaïre), pour apporter la preuve quasi irréfutable des allégations dirigées contre l'Alliance;

b) Il n'a proposé aucune enquête sur les violations des droits de l'homme commises au cours des conflits ethniques au Zaïre.

Mandat et modalités des enquêtes

28. Une autre objection que formule l'Alliance est que le mandat de la mission conjointe se limite à la période postérieure au 1er septembre 1996, date du début de la guerre, ce qui, selon elle, aurait été proposé par Kinshasa. Elle suggère :

a) Que la mission enquête sur les faits postérieurs au 20 mars 1993 quand a éclaté, dans le Nord-Kivu, un conflit qui a fait de nombreuses victimes à Masisi, Rutshuru, Kalehe, Lubero, Goma et Nyragongo;

b) Qu'une enquête soit ouverte sur les victimes qui seraient imputables aux forces armées zaïroises après le décès du colonel Makabe, sur celles qu'auraient fait les soldats zaïrois dans les camps de réfugiés entre 1994 et 1996 ainsi que sur les actes de génocide des Interahamwe;

c) D'enquêter également sur les cas de réfugiés rwandais au Zaïre qui seraient morts des suites du choléra et de la dysenterie ainsi que sur le refus des milices Interahamwe dans les camps de réfugiés de déposer les armes.

29. Dans le document remis par l'Alliance, elle propose quelques modalités pratiques de collaboration, notamment :

a) Que l'enquête ait un caractère contradictoire, qu'elle soit menée avec la participation d'une équipe de quatre experts nationaux, que des séances communes de travail soient organisées et que soit garanti le secret des témoignages que la mission conjointe devra entendre, l'Alliance donnant les garanties nécessaires de sécurité;

b) Que le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme au Zaïre, M. Roberto Garretón, ne participe pas à l'enquête en raison de ses prises de position antérieures.

30. L'AFDL a ajouté oralement deux autres conditions : la participation d'observateurs de l'Organisation de l'unité africaine et la vérification des critères du choix des experts légistes.

B. Position de la mission conjointe

31. La mission conjointe a rejeté toutes les conditions décrites ci-dessus pour les motifs suivants :

Rapport de la mission préliminaire

32. En premier lieu, la mission conjointe fait observer que le rapport de la mission préliminaire du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre⁴ a été publié le 2 avril et a pu être consulté par toute personne intéressée, puisqu'il s'agissait d'un document à distribution générale. En outre, il est difficile de comprendre comment, si elle n'avait pris connaissance de ce rapport que le 5 mai, l'AFDL aurait pu, dès le 27 avril – sinon plus tôt – formuler des réserves quant à l'impartialité de son auteur et refuser sa participation à la mission conjointe. De plus, l'AFDL ne fait référence à aucune base juridiquement établie pour justifier la protestation contre le fait de n'avoir pas été officiellement invitée par la Commission des droits de l'homme à participer aux débats de sa dernière session.

33. En ce qui concerne les citations extraites d'un communiqué de celui qui était à l'époque le Ministre des relations extérieures, M. Kamanda wa Kamanda, contenues dans le rapport préliminaire, la mission conjointe fait observer qu'il est fait état dans le rapport⁵ de 50 incidents faisant état de graves atteintes au droit à la vie et qu'à propos de cinq d'entre eux seulement, il est fait allusion à un rapport de M. Kamanda, toujours présenté comme l'une seulement des sources citées. En outre, toutes les références à ces informations sont destinées à prouver les contradictions évidentes entre les chiffres émanant des différentes sources⁶. Le rapport n'attribue au rapport de M. Kamanda aucun caractère de preuve "quasi irréfutable" ni même de simple présomption de preuve établie.

Mandat et modalités d'enquête

34. Pour ce qui est de l'accusation portée contre le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, concernant le refus d'effectuer des enquêtes sur les violations des droits de l'homme commises entre 1993 et 1996, lors des conflits ethniques du Kivu, elle est sans fondement, en effet :

a) Dans son premier rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre en 1994, le Rapporteur spécial a étudié les conflits ethniques du Kivu septentrional, précisément depuis le massacre du marché de Ntoto en mars 1993, ainsi que la participation des ethnies nande, nyanga et hunde, et l'appui des Forces armées zaïroises aux agresseurs⁷;

b) Dans son deuxième rapport, concernant l'année 1995, le Rapporteur spécial traite à nouveau de la question en profondeur⁸;

c) De plus, le Rapporteur spécial a effectué une enquête spéciale lors d'une mission réalisée au Rwanda en juillet 1996, sur les événements survenus dans le Nord-Kivu et auxquels l'AFDL se réfère aujourd'hui. L'enquête s'est déroulée au Rwanda car les autorités de Kinshasa n'avaient pas autorisé l'accès du Rapporteur spécial, et dans le rapport correspondant⁹, la responsabilité du Gouvernement zaïrois est clairement établie;

d) Dans son troisième rapport annuel¹⁰, les informations contenues dans le rapport de cette dernière mission sont mises à jour.

35. Quant à la période visée par l'enquête, elle a été fixée par la Commission des droits de l'homme elle-même par consensus et non par les membres de la mission.

36. La question des réfugiés rwandais dont la mort est consécutive au choléra ou à la dysenterie relève, quant à elle, du mandat de la mission conjointe. Pour ce qui est du refus de déposer les armes des milices Interahamwe, la mission conjointe souligne que cette question a été traitée par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre dans ses rapports antérieurs¹¹.

37. La mission ne peut non plus accepter ce que l'Alliance qualifie de "modalités pratiques de collaboration" car elles sont totalement étrangères au mandat établi par la résolution 1997/58 de la Commission :

a) La mission conjointe ne peut pas modifier sa composition, laquelle a été déterminée par une résolution adoptée par consensus par la Commission des droits de l'homme, que ce soit en supprimant la participation de l'un des membres désignés, ou en intégrant des personnes dont la Commission n'a pas fait mention et qui seraient à la fois juges et parties. En effet, dans sa résolution 1997/58, la Commission des droits de l'homme a créé une équipe chargée de mener à bien une mission conjointe pour enquêter sur les faits allégués. La mission ne peut pas exclure l'un de ses membres sans renier le mandat qui lui a été confié. Par ailleurs, il n'appartient pas à l'une des parties faisant l'objet de l'enquête de choisir les personnes qui enquêteront sur les faits; selon la même logique, chacune des autres parties visées par

/...

l'enquête (Forces armées zaïroises, anciennes Forces armées rwandaises et Interahamwe, mercenaires, etc.) pourrait s'opposer à la participation de l'un quelconque des membres ou exiger la présence de leurs représentants;

b) Il n'y a pas lieu non plus d'intégrer des observateurs d'un organisme non mentionné dans la résolution et dont l'éventuelle participation devrait être convenue et acceptée par la Commission des droits de l'homme comme par l'Organisation de l'unité africaine;

c) Les experts légistes exercent leurs fonctions à la demande de la mission conjointe, laquelle a approuvé leur participation après s'être assurée de leurs capacités et de leur vaste expérience acquise à l'occasion de tâches semblables au sein de l'Organisation des Nations Unies. Il appartient à la mission conjointe d'analyser leurs observations et de les évaluer, sous sa responsabilité, dans le rapport.

IV. ATTAQUES CONTRE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS

38. La tragédie qui a amené la Commission des droits de l'homme à ordonner l'ouverture d'enquêtes dans l'est du Zaïre – décision appuyée par le Conseil de sécurité – est l'existence d'allégations selon lesquelles des massacres auraient été commis à l'intérieur des camps de réfugiés rwandais entrés au Zaïre à la suite du génocide des Tutsis et des massacres de Hutus modérés perpétrés en 1994 au Rwanda. L'existence même de ces camps est l'une des causes qui ont déclenché le conflit dans l'est du Zaïre, ce qui justifie que l'on consacre à cette question un chapitre entier¹².

39. Avec la victoire du Front patriotique rwandais au Rwanda, 1 200 000 personnes environ, en majorité de l'ethnie hutue, ont fui vers le Zaïre. Il se trouvait parmi elles d'anciens membres des Forces armées rwandaises en déroute et des miliciens appelés Interahamwe, c'est-à-dire "ceux qui attaquent ensemble". De nombreux témoignages recueillis par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre dans son rapport⁹ soulignent leur férocité, ainsi que les incursions qu'ils font au Rwanda pour faire disparaître les témoins du génocide¹³; ces incursions visent aussi l'Ouganda et l'on craint de les voir se produire au Burundi¹⁴. Cette présence massive de réfugiés a provoqué d'énormes dégâts pour l'économie et l'écologie zaïroises, et a été la cause d'incidents violents les opposant aux FAZ et à la population locale qui voyait des milliers de compatriotes se déplacer en quête de sécurité et de meilleures conditions de vie.

40. Selon les forces de l'AFDL et le Gouvernement rwandais, les réfugiés sont constitués essentiellement d'auteurs du génocide, de membres de l'ancienne armée rwandaise (ex-FAR) et de miliciens Interahamwe¹⁵, et cela, qu'ils se trouvent dans les camps, soient cachés dans la forêt, soient désarmés ou malades. Quelqu'un, qui se dit le représentant de l'AFDL en Europe et est considéré comme tel en divers milieux, M. E. Angulu, a déclaré à la mission conjointe que tant que les réfugiés ne seront pas séparés des ex-FAR et des Interahamwe, ils seront tous considérés comme des ennemis, car ils leur servent de boucliers.

41. Bien entendu, on ne saurait ignorer la présence d'auteurs du génocide, de militaires et de miliciens parmi les réfugiés. Malheureusement, le Gouvernement

zaïrois a, à plusieurs reprises, fait obstacle à leur éloignement, malgré les demandes répétées du Haut Commissaire aux Réfugiés et l'insistance du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre. Il n'en reste pas moins inacceptable de prétendre que plus d'un million de personnes – parmi lesquelles de nombreux enfants – soient collectivement désignés comme des auteurs de génocide et puissent être exécutés sans jugement.

Attaques directes menées par des militaires et/ou des civils sous la conduite des forces de l'Alliance

42. Selon les informations reçues, des attaques féroces ont été lancées depuis le début de la guerre contre les camps de réfugiés aussi bien rwandais que burundais d'Uvira (22 et 23 octobre), Bukavu (29 octobre et jours suivants), Goma (3 novembre) et aux abords de ces villes. Peu importait que les victimes fussent ou non des auteurs du génocide, des Interahamwe, des membres des ex-FAR ou encore des intimidateurs. Il en a été de même pour les attaques lancées contre les camps de Shabunda à la mi-janvier 1997 et Tingi-Tingi et Amisi en février. Il ressort des témoignages que les affrontements et les attaques ont été suivis de massacres de réfugiés et d'assassinats de civils non combattants, des Hutus dans leur quasi-totalité.

43. Selon les données disponibles, sur 1,2 million de réfugiés installés au Zaïre à partir de juillet 1994, 1 150 000 se trouvaient encore dans les camps de réfugiés au début du conflit, en septembre 1996. L'arrivée des rebelles et les attaques contre les camps ont poussé quelque 600 000 Rwandais et 100 000 Burundais à retourner dans leur pays, à leurs risques et périls. À la date du 6 mai 1997, 183 000 avaient été rapatriés au Rwanda par le HCR. Environ 120 000 ont fui vers Kisangani, Ubundu et Masisi. D'autres, au nombre de 2 100, se sont réfugiés en Tanzanie. On n'a aucune nouvelle d'environ 140 000 réfugiés, même si, à maintes reprises, certains des disparus ont été retrouvés plus tard, errant vers l'ouest, cachés dans la forêt ou se terrant dans une localité. Les 250 000 réfugiés perdus en novembre et retrouvés seulement le 20 décembre entre Shabunda, Tingi-Tingi et Walikale ne constituent pas un cas unique¹⁶.

44. Les réfugiés ont dû fuir d'un camp à un autre. C'est ainsi que certains d'entre eux sont passés par cinq camps, peut-être davantage. Ils ont dû parcourir des centaines de kilomètres à pied, sans aucune aide. Les réfugiés ont été dispersés dans des zones particulièrement inhospitalières et inaccessibles pour les organisations humanitaires, ce qui a fait que les principales causes de décès sont l'épuisement et la sous-alimentation, outre le paludisme, le choléra et la dysenterie.

45. Dernièrement, on a dénoncé un autre stratagème utilisé pour attaquer les réfugiés : selon de nombreux témoignages, les forces de l'Alliance annoncent l'arrivée des organismes humanitaires afin que les réfugiés cachés dans la forêt, et qui écoutaient la radio, se rassemblent pour recevoir de l'aide; c'est à ce moment-là qu'ils sont tués ou qu'ils disparaissent définitivement. À leur arrivée, les organismes ne trouvent aucun survivant. Cela a été le cas à Kisuki (27 mars) ou à Matebo, trois jours plus tard, et on peut citer bien d'autres exemples encore.

46. Il apparaît des récits entendus ou lus par la mission conjointe que les actes de violence attribués à l'AFDL ont été pour la plupart perpétrés contre les réfugiés à l'intérieur des camps de réfugiés, non seulement au début de la guerre, mais encore jusqu'au mois de mai de l'année en cours au moins. Très souvent, les cibles n'ont été ni les combattants Interahamwe, ni les anciens soldats des ex-FAR : il s'est agi aussi de femmes, d'enfants, de blessés, de malades, de moribonds et de personnes âgées, sans que l'on puisse leur attribuer un dessein belliqueux précis. Bien des fois, les massacres ont été commis alors que les miliciens et les soldats des anciens FAR avaient déjà commencé à battre en retraite.

47. Les faits les plus récents parvenus à la connaissance de la mission conjointe se sont déroulés à Mbandaka le 13 mai. Des réfugiés, dans leur majorité des femmes, des enfants et des hommes non armés, qui fuyaient vers l'ouest ont été assassinés et leur corps jeté dans le fleuve Congo, tandis que quelque 140 réfugiés étaient enterrés par des organismes humanitaires et des paysans dans des fosses communes. On accuse de ces faits l'unité chargée de faire le "ménage" qui avait déjà opéré au sud de Kisangani. Et selon des témoignages reçus, qui ont amené le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à lancer un appel urgent commun, plus de 30 civils ont été assassinés à Uvira le 26 mai par les forces de sécurité de l'AFDL, alors qu'ils participaient à une manifestation organisée pour protester contre l'assassinat quelque temps auparavant de cinq personnes qui avaient été enlevées par des éléments de l'Alliance.

48. De plus, même dans le cas d'authentiques combattants, il y a lieu de rappeler que ni les Banyamulenges ou les rebelles de l'Alliance, d'une part, ni les miliciens Interahamwe ni les ex-FAR, d'autre part, ne font de prisonniers. Ce fait a été reconnu par celui qui est connu comme le représentant de l'Alliance en Europe, E. Angulu, lequel a ajouté que les ex-Far et Interahamwe blessés au combat sont emmenés par leurs protecteurs, les membres des FAZ, à Kinshasa, où ils seraient visibles à l'hôpital.

49. Cependant, les attaques contre les camps n'ont pas été la seule méthode utilisée pour éliminer les réfugiés.

Le blocage de l'aide humanitaire

50. Le blocage de l'aide humanitaire a été chose courante, en particulier dans les premiers jours suivant la conquête ou la "libération" d'une zone. Cela s'est d'abord passé à Uvira. Durant presque tout le mois de novembre, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a été empêché d'atteindre la zone de Rutshuru, et certaines régions lui ont été totalement interdites, comme la route reliant Hombo à Walikale, zone notamment citée comme ayant été le théâtre d'événements d'une extrême gravité. Tel a été aussi le cas dans certaines zones de Masisi et dans le camp situé près de Ikela. Récemment, le 15 mai, le Haut Commissaire adjoint aux réfugiés lui-même, M. Sergio Vieira de Mello, n'a pas pu aller plus loin que le kilomètre 42 au sud de Kisangani, où des milliers de réfugiés attendaient de l'aide. À la fin de mois de mai, le blocage se poursuivait dans diverses régions.

51. Ces faits ne sont jamais présentés comme un refus d'accès par les autorités. Elles invoquent généralement des raisons de sécurité. C'est l'argument que l'on a opposé au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre lorsque, le 28 mars, il a été informé qu'il ne pouvait se rendre à Nyakariba et à Nyamitaba¹⁷. C'est ce qui est arrivé aussi à Kisangani, où la même objection a été faite au Haut Commissaire adjoint aux réfugiés.

52. Parfois, l'accès à l'aide humanitaire a été limité à quelques heures dans la journée et, dans certains cas, à quelques jours.

53. Le non accès à l'aide humanitaire revêt une extrême gravité : selon certaines sources, le taux de mortalité dans les camps est de 5 à 25 décès quotidiens pour 10 000 réfugiés et, dans un cas au moins, il a atteint 89,5 décès quotidiens pour 10 000 (lors de catastrophes, un taux de 1 décès quotidien pour 10 000 personnes est déjà considéré comme excessif). Près de la moitié des victimes sont des enfants de moins de cinq ans.

54. Non seulement cette attitude des forces de l'Alliance maintenue pendant huit mois, en dépit de toutes les requêtes des organismes humanitaires, est difficilement explicable, mais encore elle amène à soupçonner que c'est là une tactique plus subtile mais non moins efficace visant à éliminer les réfugiés rwandais. L'impression générale de ceux qui ont eu à l'observer est qu'il ne s'agirait pas seulement de violences occasionnelles, mais plutôt d'un stratagème savamment utilisé. Ceux qui ont échappé aux attaques risquent leur vie dans la forêt, en dépit des efforts des organismes humanitaires. Les témoignages concordants de personnes qui disent avoir été averties que le seul fait d'aider les réfugiés hutus faisait d'elles des ennemis vient renforcer cette idée. À l'évidence, nul motif tiré de l'insécurité ou l'instabilité des pays voisins ne saurait justifier ces faits.

Situation des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

55. Depuis le début du conflit dans le Nord-Kivu¹⁸, de nombreux Zaïrois se sont réfugiés au Rwanda – et, en 1996, 40 000 en Tanzanie – ainsi que dans d'autres régions du pays. À la date du 29 juillet 1996, le nombre des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays était compris entre 250 000 et 400 000.

56. La situation de ces personnes continue d'être aussi précaire que celle des réfugiés, pire, il n'existe aucun organisme spécialisé qui se préoccupe de leur sort. Les personnes déplacées et la population zaïroise en général considèrent les réfugiés comme d'authentiques "privilégiés", qui bénéficient de l'aide des organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales, en dépit des dommages – c'est un fait – que leur présence a causés à leur mode de vie et à leur environnement.

V. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MASSACRES ET AUTRES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

57. Un grand nombre d'informations et de témoignages concernant des allégations des massacres et d'autres violations des droits de l'homme ont été reçus par la mission conjointe. Il va sans dire qu'une enquête sur le terrain comme celle

/...

demandée par la Commission des droits de l'homme permettra de vérifier de plus près ces allégations.

A. Allégations de violations des droits de l'homme
attribuées à l'AFDL

58. Le nombre d'informations reçues par la mission conjointe a presque triplé en comparaison des 50 allégations de massacres qui figurent dans le rapport préliminaire du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre¹⁹. La mission conjointe n'a pas concentré ses recherches sur les cas individuels d'exécutions sommaires, de disparitions forcées, de tortures ou d'autres violations des droits de l'homme étant donné que l'essentiel de son mandat consistait à rassembler des informations et des témoignages au sujet des massacres et autres violations massives des droits de l'homme. Elle a néanmoins reçu de nombreux témoignages concernant de tels faits.

59. La mission conjointe a eu connaissance de 134 allégations de massacres commis principalement par l'AFDL et les rebelles banyamulenges. Parmi ces allégations de massacres, 93 auraient eu lieu au Nord-Kivu, 29 au Sud-Kivu et 2 au Haut-Zaïre. Les victimes sont le plus souvent des réfugiés accusés d'appartenir aux milices Interahamwe ou des ex-FAR, mais également des habitants de villages zaïrois à majorité hutue, présumés d'avoir aidé des réfugiés. Les informations reçues font état de plusieurs milliers de personnes tuées parmi lesquelles figurent un grand nombre de femmes et d'enfants. Des dizaines de milliers de personnes, en particulier des réfugiés, auraient disparu involontairement. Certains d'entre eux, poussés vers les forêts, sont probablement morts de maladie ou de malnutrition, s'ils n'ont pas été massacrés. Certains témoignages proviennent de personnes qui avaient elles-mêmes enterré des cadavres dans des fosses communes. Des morceaux de bâches du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés seraient encore visibles sur ces fosses. De nombreux témoignages font aussi état d'insupportables odeurs des charniers un peu partout dans le Kivu.

60. Il convient d'ajouter que, selon certains témoignages, l'AFDL a, à quelques reprises, fait participer la population locale aux atrocités. Par exemple, le 21 avril, des civils zaïrois ont attaqué à l'aide de machettes le camp de Kisesa I (qui abritait 25 000 personnes environ) et, le 22 du même mois, le camp de Kisesa II (km 25) (peuplé de 30 000 réfugiés) dont ils ont détruit les installations, tout en saccageant le matériel des organisations humanitaires et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les informations et témoignages reçus attestent néanmoins que la population locale a participé à ces attaques à la demande et avec l'appui de soldats de l'AFDL. Les autorités actuelles n'ont ordonné aucune enquête sur les allégations, mais au contraire multiplient les dénégations. De nombreux témoignages font état de tentatives de faire disparaître les traces de charniers et de fosses communes, notamment en y mettant le feu.

61. L'accès au Kivu demeure très difficile pour les organisations humanitaires alors même que des hommes d'affaires de toute nationalité sillonnent la région à la recherche d'affaires juteuses sous escorte de l'AFDL qu'ils auraient payé de leurs poches.

B. Allégations de violations des droits de l'homme
attribuées aux FAZ

62. La mission conjointe dispose de témoignages et d'informations qui attestent de la participation de membres des forces armées zaïroises, agissant seules ou avec d'autres (milices bombes, par exemple) à des violations des droits de l'homme. Ces informations se réfèrent à 33 allégations, différentes de celles déjà mentionnées par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre dans son rapport préliminaire⁴.

63. Parmi ces 33 allégations de violations des droits de l'homme, 19 auraient été commises au Sud-Kivu, 5 au Haut-Zaïre, 4 au Nord-Kivu, 2 au Shaba et 1 au Kasai Oriental. Vingt-trois allégations font état d'exécutions et de massacres dont les victimes seraient en majorité des civils zaïrois et plus particulièrement des Banyarwanda. Le reste des allégations reçues fait état d'autres types de violations des droits de l'homme tels que des tortures, des viols et des pillages.

64. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, à l'occasion de sa visite à Goma du 27 au 29 mars, de même que les interlocuteurs qui se sont entretenus avec les autorités de l'AFDL à Lubumbashi, ont indiqué qu'ils étaient disposés à recevoir toutes les plaintes que l'AFDL pourrait déposer contre les autres parties au conflit, qu'il s'agisse de membres des FAZ, de réfugiés, de mercenaires ou de toute autre personne, à étudier ces plaintes et à enquêter à leur sujet.

65. Dans les deux cas, les représentants de l'Alliance se sont engagés à fournir au Rapporteur spécial ou à la mission conjointe, selon le cas, les informations pertinentes. Malheureusement, à ce jour, ni l'un ni l'autre n'ont reçu de telles informations.

C. Allégations de violations des droits de l'homme
attribuées aux ex-FAR et aux milices Interahamwe

66. Le nombre d'allégations reçues par la mission conjointe sur des incidents commis par des membres des ex-FAR et des milices Interahamwe s'élève à 19. De nombreux témoignages révèlent que des membres des milices Interahamwe et des ex-FAR se sont livrés à des actes d'intimidation pour dissuader les réfugiés de rentrer chez eux. Un témoin dit qu'il est passé par divers camps (Idjwii, Kashusha, Nyabibwe, Tebero, Walikale, Tingi-Tingi et Bula) et que la situation y était identique. Bon nombre de ceux qui ont tenté de rentrer, qui ont simplement annoncé leur intention de le faire ou que l'on a soupçonnés de vouloir partir ont été exécutés.

67. La mission déplore le manque de collaboration de l'AFDL, qui n'a pas envoyé, conformément à ses engagements, les éléments d'information qu'elle dit détenir sur les atrocités commises par des membres des ex-FAR et des milices Interahamwe.

D. Allégations de violations des droits de l'homme attribuées
aux autres parties au conflit

68. Il n'y a pas de doute sur la participation d'autres parties à la guerre, notamment de l'armée patriotique rwandaise et des forces armées burundaises, ni la participation de mercenaires et d'autres milices comme la Mai-Mai ou celles de l'ethnie bembé. En tout état de cause, il semble que ces dernières soient toujours associées à d'autres participants et n'agissent que rarement seules. Lorsqu'elles le font, elles apparaissent liées aux parties principales.

Armée patriotique rwandaise

69. Dans son rapport annuel, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, dit que "le Gouvernement du Rwanda, à une occasion au moins (30 octobre) a reconnu une incursion en territoire zaïrois, tandis que de nombreux témoins confirment la présence de militaires rwandais au Zaïre", et que les accusations concernant la présence de forces militaires étrangères, rwandaises notamment, sur le territoire zaïrois sont vraisemblables²⁰.

70. Cette participation étrangère pourrait s'expliquer de la manière suivante : le Gouvernement zaïrois ne voulait pas séparer les milices Interahamwe et les ex-FAR des réfugiés de bonne foi, ce qui a permis aux premiers de faire les incursions déjà mentionnées. En mars 1995 déjà, le Vice-Président du Rwanda, le général Paul Kagame, avait déclaré qu'il était préoccupé par le fait que la communauté internationale n'empêchait pas la militarisation des camps de réfugiés, ce qui favorisait les incursions dans son pays. À cette occasion, il avait indiqué que son Gouvernement poursuivrait les criminels qui attaqueraient le Rwanda en attaquant le pays dans lequel ils se trouveraient.

71. En septembre, le Président du Rwanda, Pasteur Bizimungu, a appelé depuis Cyangungu les jeunes Banyamulenges à envoyer leurs femmes et leurs enfants au Rwanda et à reprendre le combat pour défendre leurs droits. Son discours, qui était particulièrement virulent, a été critiqué par le Rapporteur spécial sur le Zaïre dans son rapport annuel²¹.

72. D'autre part, bon nombre de Banyamulenges font partie de l'Alliance et beaucoup sont allés combattre en 1994 avec le Front patriotique rwandais, ainsi que le Vice-Président du Rwanda l'a reconnu en novembre 1996. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre a même souligné que de nombreux Banyamulenges zaïrois étaient entrés au Gouvernement rwandais²². Beaucoup d'entre eux sont retournés combattre dans leur patrie. De même le Gouvernement rwandais et le Gouvernement burundais (tous deux dominés par des Tutsis, comme les Banyamulenges), ont rendu le soutien qu'ils avaient reçu en envoyant des hommes combattre contre le Maréchal Mobutu, ex-protecteur du régime de Juvenal Habyarimana.

73. Les témoignages qui mettent en cause l'AFDL attestent à maintes reprises la complicité de l'APR. Mais d'autres, et notamment ceux reçus par la mission conjointe, ne mentionnent que la participation de l'APR. Parmi les quatre allégations de massacres dont la mission a eu connaissance, les victimes étaient principalement des réfugiés dont les cadavres auraient été retrouvés dans les fleuves Semliki, Karoruma, Lubero et Luhule.

Forces armées burundaises

74. Comme dans le cas du Rwanda, le désir des autorités burundaises de participer à la guerre dans l'est du Zaïre pourrait s'expliquer par la persécution des réfugiés hutus. Il convient de rappeler que, selon de nombreux témoignages, les Hutus burundais radicalisés du Conseil national pour la défense de la démocratie émettaient à partir du territoire zaïrois des incitations à prendre les armes contre le Gouvernement burundais²³.

75. Divers témoignages rendent compte de la participation des forces armées burundaises en particulier au début de l'offensive des rebelles banyamulenges. Ces informations font état de quatre incidents où des centaines de réfugiés hutus auraient été exécutés, notamment dans le camp de Gatuma, au Sud-Kivu.

Mercenaires

76. La participation de mercenaires aux massacres a également fini par être confirmée. À cet égard, l'incident le plus documenté est celui qui a vu, le 8 mars, des membres des FAZ, alliés à des mercenaires serbes, torturer à mort un grand nombre de civils zaïrois, y compris deux religieux, dans la zone de Kisangani. La mission conjointe a également été informée qu'à Walikale, Nord-Kivu, des mercenaires, conjointement avec des FAZ qui pilotaient des avions yougoslaves, auraient bombardé en février 1997 des marchés et des zones civiles. Un grand nombre de personnes auraient été tuées. Des incidents similaires auraient eu lieu à Shabunda, Sud-Kivu.

VI. DISPOSITIONS DE DROIT INTERNATIONAL APPLICABLES

77. Il convient de se demander si des faits tels que ceux qui ont été décrits ont été ou non planifiés ou présentent ou non un caractère systématique. Les rapports et témoignages reçus amènent à penser qu'il n'est pas possible d'écarter leur caractère systématique, produit d'une préparation préalable. La tactique qui consiste à assiéger les camps avant de les attaquer, indépendamment de l'intérêt qu'ils présentent comme cible militaire, l'invitation faite aux habitants des villes à majorité hutue à se réunir dans les écoles ou les églises pour ensuite les massacrer, l'appel trompeur lancé par la voie de la radio officielle à tous ceux qui se trouvent dans la forêt pour les encourager à venir recevoir des soins médicaux et une aide alimentaire avant de les assassiner et l'entrave à l'action humanitaire ou le refus opposé à l'action humanitaire dans les camps en sont autant d'illustrations.

78. La participation d'éléments de l'Alliance à ces faits ne serait plus à débattre : un esprit de vengeance pour le génocide perpétré au Rwanda en 1994 et pour les persécutions et tueries dont le Nord-Kivu est le théâtre depuis mars 1993 expliquerait ces événements. Il ne faudrait pas oublier que les Banyamulenges qui ont reconnu devant le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre qu'ils étaient en train de s'armer pour se défendre²⁴ seraient membres de l'Alliance et que nombre d'entre eux se seraient enrôlés dans les rangs du Front patriotique rwandais, dont la victoire est à l'origine de l'exode des réfugiés vers le Zaïre et la République-Unie de Tanzanie.

Les faits exposés constituent-ils un crime de génocide?

79. Une première question que l'on peut se poser est celle de savoir si les faits exposés constituent ou non un génocide. Selon l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, du 9 décembre 1948, on entend par génocide "l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe."

80. On ne peut pas nier que des massacres de caractère ethnique ont été commis, dont les victimes sont en grande partie des Hutus, Rwandais, Burundais et Zaïrois. De l'avis préliminaire de la mission conjointe, certaines de ces allégations pourraient constituer des actes de génocide. Il n'en demeure pas moins que les informations dont la mission conjointe dispose actuellement ne permettent pas d'émettre une opinion précise et définitive. Une enquête approfondie sur le territoire de la République démocratique du Congo permettrait d'éclaircir cette situation.

Les faits exposés constituent-ils des violations du droit international humanitaire?

81. La nature de "conflit armé" des faits exposés ne fait aucun doute. Aucune des parties ne l'a nié et l'on se trouve en présence des éléments prévus dans les Conventions de Genève de 1949 auxquelles le Zaïre est partie. Il est également clair qu'il s'agit d'un conflit où des pays tiers sont impliqués et qui a des répercussions pour d'autres États (retour de réfugiés, production de nouveaux réfugiés, etc.). Néanmoins le conflit se déroule à l'intérieur d'un seul État. Bien que le Gouvernement zaïrois ait dénoncé l'intervention étrangère, la communauté internationale tout entière a traité le conflit comme un conflit non international.

82. En revanche, l'obstruction à laquelle se heurte l'action humanitaire et les très graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire répertoriées peuvent être considérées comme une menace à la paix et à la sécurité internationales, au sens du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

83. Par conséquent, la gravité des faits dénoncés, ainsi que le contrôle effectif exercé par les forces rebelles sur certaines parties du territoire zaïrois depuis septembre 1996 dépassent de beaucoup le caractère de simples troubles ou tensions internes.

/...

84. À la lumière de ces considérations, il est indiscutable pour la mission conjointe qu'il faut appliquer au conflit déclenché dans l'est du Zaïre les normes énoncées aux articles 3 (communs) des quatre Conventions de Genève²⁵.

85. Les allégations exposées dans le présent rapport laissent penser que cette disposition a été sérieusement violée, mais que ces violations ne sont pas seulement imputables à l'Alliance, mais également aux autres parties au conflit.

Les faits exposés constituent-ils des crimes contre l'humanité?

86. Il reste enfin à se demander si les faits dont il a été rendu compte constituent ou non des crimes contre l'humanité.

87. Le concept de crimes contre l'humanité a été repris dans l'article 6 c) du Statut du Tribunal pénal militaire de Nuremberg, dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, dans la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, dans la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, ainsi que dans le rapport de la commission d'experts établi par la résolution 780 (1992) du Conseil de sécurité sur l'ex-Yougoslavie, et enfin dans le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, élaboré par la Commission du droit international. L'article 18 de ce projet de code entend par crime contre l'humanité "le fait de commettre, d'une manière systématique ou sur une grande échelle et à l'instigation ou sous la direction d'un gouvernement, d'une organisation ou d'un groupe, l'un des actes ci-après", en énumérant le meurtre, l'extermination, la torture, la réduction en esclavage, les persécutions pour des motifs politiques, raciaux, religieux ou ethniques, la discrimination institutionnalisée pour des motifs raciaux, ethniques ou religieux comportant la violation des libertés et droits fondamentaux de l'être humain et ayant pour résultat de défavoriser gravement une partie de la population, la déportation ou le transfert forcé de populations, opérés de manière arbitraire, l'emprisonnement arbitraire, la disparition forcée de personnes, le viol, la contrainte à la prostitution et les autres formes de violence sexuelle, d'autres actes inhumains, qui portent gravement atteinte à l'intégrité physique ou mentale, à la santé ou à la dignité humaine, tels que mutilations et sévices graves.

88. De l'avis de la mission conjointe, le concept de crimes contre l'humanité pourrait également s'appliquer à la situation qui a régné et qui continue de régner dans la République démocratique du Congo.

VII. PROCHAINES ACTIVITÉS DE LA MISSION CONJOINTE

89. La mission conjointe regrette que les autorités qui exerçaient le pouvoir dans la région en conflit l'aient empêchée de remplir plus efficacement son mandat. Quoi qu'il en soit, elle attend la résolution qu'adoptera l'Assemblée générale suite aux dispositions de la dernière partie du paragraphe 6 a) de la résolution 1997/58 de la Commission et espère que l'actuel Gouvernement de la République démocratique du Congo lèvera les obstacles que la mission a rencontrés quand elle a voulu se rendre dans la région touchée et accepte de respecter les décisions des organes compétents des Nations Unies.

90. La mission conjointe a déjà entrepris des préparatifs en vue d'une nouvelle tentative de visite dans la région où s'est déroulé le conflit.

91. Il faut comprendre les conditions difficiles dans lesquelles s'effectuerait une enquête de la nature proposée : il n'est pas facile de coordonner les activités normales des trois membres de la mission conjointe qui ont chacun à remplir dans leurs pays respectifs des fonctions auxquelles ils ne peuvent renoncer définitivement. À ces considérations, il faut ajouter qu'il est indispensable de coordonner le planning de travail sur le terrain avec l'équipe argentine d'anthropologie et de médecine légale, qui a dû modifier son programme de travail au moment de la visite avortée au Zaïre.

92. C'est pourquoi la mission conjointe exprime le souhait que dans le cadre de la mission préparatoire qui s'est rendue au Zaïre le 20 juin 1997, envoyée par le Secrétaire Général après des consultations avec le Président Laurent Désiré Kabila, les autorités de la République démocratique du Congo offriront les garanties nécessaires pour que l'enquête se fasse dans le respect scrupuleux des dispositions de la résolution 1997/58 telle que la mission l'a interprétée dans les termes de référence susmentionnés. Au moment où le présent rapport était finalisé, la mission préparatoire poursuivait les discussions avec le Ministre de la reconstruction et de la planification des urgences et un "Comité de liaison" établi à cet effet, mais aucun signe concret de la volonté des autorités de la République démocratique du Congo de respecter la résolution susmentionnée n'était encore perceptible.

93. Par ailleurs, le Gouvernement de la République démocratique du Congo devra arrêter et faire respecter les mesures de sécurité les plus strictes afin d'empêcher que ne se reproduisent les situations évoquées plus haut et assurer la liberté de mouvement de la mission conjointe.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

94. La mission conjointe a reçu en complément de l'analyse contenue dans le rapport de la mission préliminaire du Rapporteur spécial sur le Zaïre du mois de mars 1997 dans l'est du Zaïre, des témoignages et des informations sur la perpétration de massacres et d'autres violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Depuis la mission préliminaire, le nombre d'allégations reçues concernant des massacres ainsi que de sites de fosses communes a quadruplé. En outre, il a été particulièrement choquant de noter l'absence de prisonniers de guerre et les attaques contre des hôpitaux ou centres de soins. Ces massacres et violations des droits de l'homme ont pour origine :

a) Les attaques lancées aveuglément contre les camps de réfugiés faisant des victimes non seulement parmi les membres des ex-FAR, les Interahamwe, les auteurs de menaces et les responsables de génocides, mais également parmi les très nombreux civils innocents, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées;

/...

b) Le blocage systématique de l'aide humanitaire destinée aux camps de réfugiés, qui a fait un grand nombre de morts, victimes de malnutrition et des maladies;

c) La politique de guerre sans merci excluant la prise de prisonniers;

d) Les mesures d'intimidation visant à forcer les réfugiés à fuir vers la forêt et vers des zones hostiles où tout accès pour les missions humanitaires a été rendu impossible.

95. La mission conjointe peut d'ores et déjà indiquer qu'il existe des indices graves permettant d'affirmer que des personnes appartenant à l'une ou l'autre des parties au conflit qui a eu lieu dans l'est du Zaïre, désormais la République démocratique du Congo, entre le début du mois de septembre 1996 et le 17 mai 1997, ont vraisemblablement commis de graves violations du droit international humanitaire, en particulier des articles 3 (communs) des quatre Conventions de Genève de 1949. Ces violations du droit international humanitaire auraient été principalement commises par l'AFDL, les Banyamulenges et leurs alliés (68,02 % des allégations reçues). En outre, elles auraient également été commises par les FAZ (16,75 % des allégations reçues), par les ex-FAR et les Interahamwe (9,64 % des allégations reçues), par l'APR (2,03 % des allégations reçues), par les FAB (2,03 % des allégations reçues) et par des mercenaires (1,52 % des allégations reçues) qui luttèrent aux côtés de Kinshasa. Il faut souligner que la mission conjointe a aussi relevé plus de 30 cas pour lesquels il n'a pas été possible de déterminer les auteurs. Ces crimes semblent revêtir un caractère suffisamment massif et systématique pour que la qualification de crimes contre l'humanité puisse leur être attribuée. Ils doivent, en attendant qu'une enquête plus approfondie puisse en identifier les auteurs, être déclarés imprescriptibles, conformément à la Convention du 26 novembre 1968 sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. En outre, leurs auteurs pourraient être justiciables des tribunaux internationaux, comme il en a été décidé pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda.

96. Après une étude approfondie de l'ensemble des témoignages et autres informations disponibles, la question de savoir si un génocide a été planifié et exécuté mérite d'être posée. En effet, on peut constater l'appartenance ethnique commune de la majeure partie des victimes : Hutus zaïrois et réfugiés, Hutus rwandais et Hutus burundais. Les méthodes utilisées, à savoir, les massacres délibérés et prémédités, la dispersion des réfugiés dans des zones inaccessibles et inhospitalières, le blocage systématique de l'aide humanitaire, le refus obstiné opposé jusqu'ici à toute tentative de mener une enquête impartiale et objective sur les très graves allégations reçues, sont autant d'éléments particulièrement troublants. Toutefois, faute d'accès aux lieux suspects et faute d'enquête plus approfondie et complète, la mission conjointe ne peut que réserver pour le moment sa réponse à cette question. La gravité et le nombre des allégations reçues justifient que la communauté internationale, en particulier tous les États liés par la Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, accordent une attention soutenue et une grande priorité à la nécessité urgente de faire cesser immédiatement les violations des droits de l'homme et les blocages et de mener sur le territoire de la République démocratique du Congo et sur tout autre

territoire approprié les enquêtes approfondies, impartiales et objectives que la question du génocide justifie.

97. La mission conjointe est tout aussi préoccupée par la persistance des graves allégations de violations des droits de l'homme et des massacres commis en particulier dans les régions du nord et du Sud-Kivu, ainsi que par la répression violente des manifestations populaires. Dans ce sens, les exécutions sommaires qui ont accompagné la prise du pouvoir à Kinshasa confirment les inquiétudes concernant les agissements des soldats de l'Alliance hors du champ des caméras et suscitent des préoccupations quant à leur rôle futur dans une société qui se dit en transition vers la démocratie. Cette situation appelle plus que jamais la réalisation d'enquêtes urgentes, approfondies et indépendantes, cela sur la totalité du territoire de la République démocratique du Congo.

98. La mission conjointe regrette que son mandat ne concerne que les faits qui se sont produits depuis le mois de septembre 1996, étant donné que la cause principale du conflit au Congo réside dans l'arrivée massive de réfugiés rwandais et burundais dans l'est du pays, à la suite des massacres et du génocide qui ont eu lieu au Rwanda entre avril et juillet 1994. Elle considère que son mandat pourrait être modifié ratione temporis pour permettre des enquêtes plus exhaustives.

99. La mission conjointe exprime ses remerciements au Secrétariat ainsi qu'aux fonctionnaires des institutions humanitaires du système des Nations Unies qui oeuvrent dans la région des Grands Lacs et aux divers sièges, pour l'appui qu'ils ont fourni, ainsi que les organisations non gouvernementales qui lui ont communiqué de précieuses informations.

100. La mission conjointe a été mise en place sur proposition du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, qui a estimé que la diffusion des rapports des mécanismes de la Commission des droits de l'homme, la confiance placée dans les institutions de défense des droits de l'homme, la coordination qui existe entre tous les mécanismes, ainsi que l'expérience, l'impartialité et l'indépendance des rapporteurs et des membres des groupes de travail chargés de ces questions, étaient la garantie de la crédibilité de ses rapports.

101. Toutefois, le caractère honorifique et à temps partiel de leurs mandats ne permet pas aux responsables de ces mécanismes de se consacrer entièrement à leurs tâches, qui sont parmi les tâches les plus importantes confiées par l'Organisation des Nations Unies en matière de protection des droits de l'homme. De plus, il s'agit de mécanismes créés par la Commission des droits de l'homme, organe technique du Conseil économique et social, qui n'a pas les moyens d'exécuter ses décisions. La seule force des rapporteurs spéciaux réside dans la qualité professionnelle de leurs rapports, dans leur intégrité et leur crédit. Le cas de l'Alliance n'est pas le premier dans lequel un gouvernement ou une autorité faisant l'objet d'enquêtes refuse toute forme de coopération, ce qui incite à envisager des modalités différentes d'enquête. Quelles que soient les enquêtes qui devront être menées dans le futur, elles devront impérativement obéir aux critères suivants : enquêtes sérieuses, impartiales, professionnelles et confiées à des personnes objectives expérimentées dans le domaine des droits

de l'homme, qui puissent se consacrer entièrement à leurs tâches et en toute indépendance, qui soient libres de toute influence politique et qui puissent formuler leurs conclusions dans un rapport pouvant être largement diffusé.

B. Recommandations

Au Gouvernement de la République démocratique du Congo

102. La mission conjointe adresse à la République démocratique du Congo les recommandations suivantes :

a) En premier lieu, manifester clairement son attachement à la cause des droits de l'homme, en condamnant nettement et publiquement les atrocités dont il est rendu compte dans le présent rapport et en s'engageant à tout mettre en oeuvre pour les faire cesser;

b) Mettre fin immédiatement au blocage de l'aide humanitaire destinée aux réfugiés et aux personnes déplacées, et prendre toutes les mesures propres à faire cesser les souffrances qu'endurent les catégories de réfugiés les plus défavorisées, en particulier les réfugiés dispersés, les femmes, les vieillards et les enfants;

c) Assurer la sécurité ainsi que le droit à la vie et l'intégrité physique de toute personne se trouvant sur le territoire relevant de sa juridiction;

d) Coopérer sans réserve avec la mission chargée d'enquêter sur les allégations de massacres et autres violations des droits de l'homme dans l'est du Congo, veiller à ce qu'elle ait accès sans obstacle au territoire et donner les garanties nécessaires quant à sa sécurité; protéger les sites des massacres et assurer la sécurité des témoins éventuels dans le strict respect des décisions prises par des organes compétents des Nations Unies, et en particulier de la résolution 1997/58 de la Commission des droits de l'homme. Il importe tout particulièrement d'assurer la liberté de mouvement et la sécurité de la mission, afin que les faits constatés par le responsable de la sécurité et dont il est rendu compte à la section I du présent rapport ne se reproduisent pas;

e) Ordonner, au sujet des allégations de massacres et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, des enquêtes officielles, impartiales et conformes aux normes des Nations Unies relatives à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi qu'aux autres normes applicables; l'enquête sur les allégations dont il est rendu compte dans le présent rapport devra être confiée à des personnes jouissant de la plus grande autorité morale, agissant en toute indépendance et hautement compétentes en la matière. Le rapport devra être rendu public. Il faut en outre prendre toutes les mesures nécessaires pour briser l'impunité et le cycle de violence criminelle, afin de favoriser la réalisation pleine et entière de l'état de droit en République démocratique du Congo;

f) Promouvoir l'état de droit, notamment en créant un système judiciaire efficace, indépendant et impartial, et garant de la lutte contre l'impunité, qui

/...

une fois de plus constitue la cause principale de la persistance des violations des droits de l'homme dans toute la région des Grands Lacs;

g) Établir une administration publique véritable et principalement une force de police civile distincte de la Force militaire de l'Alliance et qui respecte les règles internationales relatives à l'emploi de la force publique par les responsables de l'application de la loi. Dans cet ordre d'idées, il est indispensable d'exclure de la police toute personne sur laquelle pèsent des allégations de participation à des tortures, à des exécutions sommaires ou à des disparitions forcées;

h) Permettre aux organismes des Nations Unies, en particulier le Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme alimentaire mondial, ainsi qu'aux organisations humanitaires, d'accomplir leurs tâches visant la solution des problèmes avec lesquels la République démocratique du Congo est aux prises avec un accent particulier en faveur de la protection des femmes, des enfants et des personnes âgées, réfugiés ou victimes de dispersions ou de déplacements forcés, ainsi que des malades et des blessés.

À l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale

103. La mission conjointe adresse à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale les recommandations suivantes :

a) Le Conseil de sécurité pourrait envisager l'envoi immédiat d'observateurs militaires et/ou de police dans les zones d'insécurité;

b) Prendre les dispositions voulues pour que l'enquête sur les massacres et autres violations des droits de l'homme puisse être effectuée avec la collaboration du Gouvernement de la République démocratique du Congo, en utilisant tous les moyens techniques et humains nécessaires;

c) En se référant à ce qui a été indiqué au paragraphe 102, les deux options suivantes peuvent être envisagées :

- i) Soit maintenir la mission actuelle en lui adjoignant des enquêteurs professionnels qui resteront en permanence sur le terrain pendant la durée du mandat de la mission et qui travailleront sous l'autorité des experts indépendants avec toutes les garanties nécessaires à leur sécurité et à leur liberté de mouvement;
- ii) Soit créer sous l'égide du Conseil de sécurité une commission permanente dont les experts seront en mesure de rester sur place autant que de besoin pendant la durée de leur mandat, sans préjudice des compétences déjà attribuées aux mécanismes extraconventionnels de la Commission;

d) Sans préjudice d'une résolution que pourrait adopter l'Assemblée générale, examiner la possibilité de convoquer une session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme, eu égard à la limitation ratione temporis et

/...

ratione loci du mandat de la mission conjointe et à la situation explosive qui règne actuellement dans la République démocratique du Congo;

e) Créer des couloirs humanitaires afin que les réfugiés, cachés dans la forêt, puissent avoir accès aux organisations humanitaires et être rapatriés dans leur pays s'ils le désirent et généralement respecter et faire respecter le devoir international de protection due aux réfugiés en vertu de la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951;

f) Prendre les mesures nécessaires pour que les personnes accusées de participation au génocide au Rwanda et qui sont actuellement mêlées aux réfugiés comparaissent devant le tribunal pénal international compétent;

g) Prendre les mesures nécessaires pour faire cesser le trafic d'armes dans la région des Grands Lacs; rendre public le rapport établi par la Commission internationale d'enquête créée en application de la résolution 1013 (1955) du Conseil de sécurité et maintenue en application de la résolution 1053 (1996) portant sur cette question.

Aux gouvernements des pays voisins de la République démocratique du Congo

104. La mission conjointe adresse aux pays voisins les recommandations suivantes :

a) Accueillir les réfugiés qui se trouvent sur leur territoire, en respectant le droit d'asile et en cessant les expulsions massives de réfugiés;

b) Protéger les réfugiés et désarmer les demandeurs d'asile qui pourraient être armés;

c) Éviter que leur territoire ne soit utilisé pour s'infiltrer dans les autres pays voisins et déstabiliser ceux-ci.

Au Gouvernement rwandais

105. La mission conjointe adresse en particulier au Gouvernement rwandais les recommandations suivantes :

a) Accueillir les réfugiés rwandais, notamment ceux rapatriés de la République démocratique du Congo, en veillant à leur sécurité et au plein respect de leurs droits fondamentaux. À cet égard, il faudra veiller à ce que la politique de regroupement des rapatriés n'encourage pas la pratique des exécutions sommaires, des disparitions forcées, des règlements de comptes ou des détentions arbitraires et que ceux sur qui pèsent des indices sérieux de participation au génocide fassent l'objet d'un jugement équitable, respectueux de la présomption d'innocence et des droits de la défense devant une juridiction impartiale;

b) Ordonner des enquêtes approfondies indépendantes et impartiales, conformes aux règles des Nations Unies en la matière et qui devront être confiées à des personnalités indépendantes jouissant de la plus haute autorité

morale et possédant la compétence requise et traduire en justice les responsables présumés de ces violations quel que soit leur rang;

c) Le Gouvernement rwandais doit aussi manifester clairement son attachement à la cause des droits de l'homme, en condamnant nettement et expressément, comme le Gouvernement de la République démocratique du Congo, les atrocités dont il est rendu compte dans le présent rapport.

Notes

¹ On emploiera dans le présent rapport les abréviations suivantes :

AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
FAB	Forces armées burundaises
FAR	Forces armées rwandaises
FAZ	Forces armées zaïroises
APR	Armée patriotique rwandaise.

² Dans le présent rapport, la dénomination Zaïre sera employée dans tous les cas où les faits dont il s'agit sont antérieurs au 17 mai 1997, et la dénomination République démocratique du Congo lorsqu'il s'agit de faits qui se sont produits à partir de cette date.

³ Cette mission s'est déroulée du 25 au 29 mars 1997 et visait à enquêter sur les allégations des massacres de réfugiés hutus dans l'est du Zaïre (E/CN.4/1997/6/Add.2).

⁴ E/CN.4/1997/6/Add.2.

⁵ Ibid., par. 21 et 45.

⁶ Ibid., par. 49.

⁷ E/CN.4/1995/67, par. 85 à 95.

⁸ E/CN.4/1996/66, par. 23 à 32.

⁹ E/CN.4/1997/6/Add.1.

¹⁰ E/CN.4/1997/6, par. 164 à 169.

¹¹ Par. 96 à 103 et 275 du premier rapport; par. 44, 45, 51, 131 et 132 du deuxième rapport; par. 157 à 163 et 233 du troisième rapport; et par. 86 et 126, alinéas d), e), f), g) et i) du rapport sur la mission entreprise au Rwanda en juillet 1996.

/...

¹² Pour les causes et le développement initial du conflit, voir le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre (E/CN.4/1997/6, par. 170 à 189). Le Rapporteur spécial a mis en garde contre la possibilité d'un tel conflit, avant même qu'il n'éclate, dans le document E/CN.4/1997/6/Add.2, à la suite de sa visite au Rwanda de juillet 1996.

Brièvement résumées, les causes éloignées du conflit sont "le tracé des frontières entre les diverses colonies, encore aggravé par les transplantations de populations, sans respect des limites que reconnaissaient les ethnies originaires"; à cela il faut ajouter : une cause politique, le retrait de la nationalité zaïroise aux Tutsis établis au Zaïre depuis des générations, les Banyamulenges; l'arrivée massive de réfugiés rwandais après le génocide perpétré dans leur pays, et ses conséquences désastreuses pour l'économie et l'environnement locaux; enfin, les incitations des autorités qui poussaient à expulser tous les Rwandais – Hutus ou Tutsis – du territoire du Zaïre.

Ces incitations ont déterminé les Banyamulenges à organiser leur défense face aux menaces d'expulsion, au point qu'à ses débuts la guerre a été dénommée guerre des Banyamulenges, et était dirigée par l'un d'eux, Miller Ruhimbika. Les Banyamulenges ont bénéficié de toute la solidarité – armes, personnes et moyens – des autorités au pouvoir au Rwanda et au Burundi, également Tutsis. La question de la nationalité a ensuite perdu toute importance car, en se développant, le conflit s'est transformé en une guerre, dirigée par l'AFDL, avec à sa tête Laurent Kabila, contre la dictature de Mobutu Sese Seko, ancien allié du défunt Président Rwandais, Juvenal Habyarimana.

¹³ E/CN.4/1996/6/Add.1, par. 121 et 123.

¹⁴ Ibid., par. 122 et 124.

¹⁵ Voir les rapports du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme au Zaïre : E/CN.4/1995/67, par. 96; E/CN.4/1996/66, par. 32, 44 à 51 et 132; E/CN.4/1997/6, par. 157; E/CN.4/1997/6/Add.1, par. 38 à 41, 51, 75 et 76 notamment.

¹⁶ E/CN.4/1997/6, par. 160.

¹⁷ E/CN.4/1997/6/Add.2, par. 13.

¹⁸ E/CN.4/1996/66, par. 23 et 31, et pratiquement tout le rapport portant la cote E/CN.4/1997/6/Add.1.

¹⁹ E/CN.4/1997/6 Add.2.

²⁰ E/CN.4/1997/6, par. 178 et 179.

²¹ Ibid., par. 181 et note 11.

²² Ibid., par. 178 et note 10.

²³ E/CN.4/1996/66, par. 55 et 56.

²⁴ Ibid., par. 33.

²⁵ En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

À cet effet, sont et demeurent prohibées, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

a) Les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;

b) Les prises d'otages;

c) Les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) Les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2) Les blessés, les malades et les naufragés seront recueillis et soignés. (...)